

SOMMAIRE

- **Bordeaux, pôle santé publique**
- [Le site Admission post-bac «amélioré» dès janvier](#)
- [Des pompiers encouragent les vocations à l'université](#)
- [Médecine : le grand bug du premier test des ECNi](#)

SUD OUEST

Bordeaux, pôle santé publique

8 décembre 2015

SCIENCES En janvier ouvre **Bordeaux Population Health**, le centre de recherche sur la santé des populations

Il paraît que Bordeaux est la ville de France la plus attrayante du moment. Le vin, les pierres blondes, la gastronomie, tous ces gens qui font du vélo le long de la Garonne. Sans doute, mais Bordeaux peut d'abord se vanter d'être reconnue dans le monde entier pour son expertise sur la santé des populations. Il y a vingt-cinq ans, Roger Salamon, médecin, biologiste, créait l'Institut de santé publique, ouvrant la porte aux études épidémiologiques parmi les plus concluantes sur le plan international.

Cette reconnaissance de Bordeaux est certes le fruit de la volonté d'un homme, mais c'est aussi le résultat du travail de chercheurs en biologie et en statistiques, et de leur capacité à mettre en place de grandes études, via des cohortes comprenant des milliers d'individus suivis pendant des années, sans oublier des essais thérapeutiques remarquables. Christophe Tzourio, neurologue et épidémiologiste, a débarqué dans ce biotope formidable il y a une vingtaine d'années. Aujourd'hui, il prend la relève. En janvier, il va diriger un nouveau centre de recherche sur la santé des populations, le Bordeaux Population Health Research Center (Centre de recherche sur la santé des populations de Bordeaux), plus communément appelé BPH.

Ce centre sera labellisé Inserm et université de Bordeaux. Il hébergera 300 personnes, 160 ingénieurs et administratifs, 59 chercheurs et enseignants, et des dizaines d'étudiants en thèse et master de toutes les nationalités. Une Silicon Valley de la recherche en santé publique, en quelque sorte.

" Aujourd'hui, la modélisation mathématique, avec ce matériau de base que sont les cohortes observées, permet une analyse hypersophistiquée, qui évolue désormais sur le big data [ou données de masse, NDLR], signale le professeur Tzourio. Pour chaque personne de chaque cohorte, on a des millions d'informations, les analyses deviennent de plus en plus précises et apportent davantage d'informations. Une nouvelle science est en train d'émerger, où participent nos chercheurs et qui permettra d'aller vers une médecine prédictive personnalisée. "

Onze équipes de chercheurs

Le futur BPH abritera onze équipes de recherche, leurs travaux couvrant un large champ de maladies, dont des pathologies infectieuses telles que le VIH, mais aussi la neurologie, la cancérologie, la traumatologie et la santé mentale et environnementale. Seront étudiés les facteurs sociaux, environnementaux, nutritionnels, médicamenteux et génétiques.

Christophe Tzourio porte avec le professeur Jean-François Dartigues, également neurologue, la fameuse étude des Trois Cités. Un exemple de la notoriété bordelaise.

" En effet, on suit 10 000 personnes de plus de 65 ans dans les villes de Bordeaux, Dijon et Montpellier depuis 1999, explique Christophe Tzourio. Aujourd'hui, plus de 50 articles scientifiques sont publiés par nos équipes dans le monde chaque année, et ce depuis quinze ans. Un impact formidable qui nous a appris et nous apprend toujours sur la maladie d'Alzheimer, notamment. Un enjeu de santé publique notable : on a découvert les signes avant-coureurs de la maladie, mis en évidence l'hypertension comme facteur de risque ou encore l'influence de la consommation régulière d'anxiolytiques (type benzodiazépine), voire certains facteurs génétiques. "

Les chercheurs du futur centre BPH se sont procuré de gros moyens pour venir à bout de leurs projets, notamment en répondant à des appels d'offres compétitifs nationaux et internationaux.

Parité respectée

Ils ont ainsi décroché des contrats pour créer une plateforme nationale travaillant sur l'étude des effets secondaires des médicaments, pour un essai international sur le vaccin contre le virus Ebola, la mise en place d'un consortium international sur l'étude des facteurs génétiques dans les pathologies neurologiques.

On parle depuis deux ans de cette cohorte, encore exemplaire, la seule au monde, qui étudie la santé des étudiants : i-Share, soit 30 000 étudiants aquitains et versaillais suivis pendant dix ans par une enquête épidémiologique. Dix ans pour collecter, analyser et suivre dans le temps les données sur la santé et le bien-être des jeunes. C'est un challenge et... encore une première mondiale.

" Nous avons aussi un projet européen sur la prise en charge des problèmes de vision liés à l'âge, ajoute le professeur Tzourio. Le BPH se veut ouvert au monde, engagé sur les questions de santé des populations, partout. " Et pour couronner le tout, le patron du futur centre de recherche se targue de respecter la parité, dans un domaine où les filles tardent à venir.

" Six des onze équipes de recherche du BPH seront dirigées par des femmes, lâche-t-il non sans fierté. Il y a aussi un net rajeunissement des cadres. Nous sommes fortement soutenus par l'université de Bordeaux et notre croissance est indiscutable : plus de 60 % de personnes en cinq ans ! "

ISABELLE CASTÉRA

[Retour au sommaire](#)

LesEchos

Le site Admission post-bac «amélioré» dès janvier

8 décembre 2015

Les bacheliers pourront faire des vœux groupés.

Comment mieux gérer les flux de bacheliers vers l'université pour éviter d'avoir 7.500 élèves sans affectation en plein mois d'août comme cette année, ou orientés dans une filière qui ne correspond pas à leur choix ? C'est à cette question qu'ont tenté de répondre ce mardi Najat Vallaud-Belkacem et Thierry Mandon. D'autant que le nombre d'étudiants augmente et que la ministre de l'Enseignement supérieur et son secrétaire d'Etat ne veulent pas de sélection à l'université.

Aider à maximiser les chances d'aller dans la filière de son choix

Pour éviter qu'un bachelier voulant faire du droit ne se retrouve par exemple en lettres classiques, le site Admission post-bac - qui recense les formations post-baccalauréat - va être « amélioré » dès le mois de janvier, ont promis les ministres. Les bacheliers pourront faire des « vœux groupés ». Le candidat choisira une filière, et le système APB lui proposera de classer l'ensemble des licences associées à cette filière dans l'académie.

Si un bachelier veut faire une licence de droit dans l'académie de Lyon, il la choisira comme vœu numéro 1, et ensuite, au sein de ce premier vœu, il classera les quatre licences de droit proposées dans cette académie. « Beaucoup d'insatisfactions des bacheliers viennent du fait qu'ils n'ont pas eu leur premier vœu, justifie Najat Vallaud-Belkacem. On veut les aider à maximiser leur chance d'aller dans la filière de leur choix. » En contrepartie, le bachelier devra peut-être suivre ses cours à l'université de Saint-Etienne. « Nous l'aiderons à financer ses déplacements et veillerons à ce qu'il ait une chambre en résidence universitaire », a promis la ministre.

Mieux informer

Pour réduire le nombre de candidats sur les filières en tension, le gouvernement entend mieux informer les élèves. APB donnera « des informations capitales sur les débouchés, le taux d'emploi et les niveaux de rémunération », a précisé Thierry Mandon. Les conseillers d'orientation, professeurs principaux du secondaire et proviseurs auront accès aux choix de leurs élèves et pourront revenir vers eux s'ils estiment qu'ils se fourvoient.

Si certains choix restent « problématiques », ils seront examinés, sur demande du lycée, par une « commission académique d'orientation » qui fera des propositions « alternatives » à l'élève - qui, in fine, reste maître de son choix. Les universités sont aussi encouragées à développer des « années de détermination » pour les bacheliers qui ne savent pas où aller ou qui n'ont pas obtenu leur choix. « Il vaut mieux cela plutôt que d'avoir un recteur qui, fin septembre, leur impose une filière qui ne correspond pas à leur choix », estime-t-on dans l'entourage de Najat Vallaud-Belkacem.

MARIE-CHRISTINE CORBIER

[Retour au sommaire](#)

Des pompiers encouragent les vocations à l'université

7 décembre 2015

L'université Joseph-Fourier de Grenoble a signé une convention permettant à ses étudiants de valoriser dans leur cursus leur engagement de sapeur-pompier volontaire.

Tout s'est noué au printemps lors d'une rencontre entre le lieutenant-colonel Ronan Delmas, chef du groupement volontariat de l'Isère, et des responsables de l'université Joseph-Fourier de Grenoble. Il s'agissait de résoudre un double problème : 98 % des jeunes sapeurs-pompiers volontaires quittent l'uniforme dès lors qu'ils entament des études supérieures. Par ailleurs, les volontaires s'engagent surtout « dans leur village, rarement dans les grandes agglomérations, où les casernes sont très professionnalisées », rapporte-t-il.

Or, dans leur cursus universitaire, les étudiants peuvent suivre une unité d'enseignement transversale (UET) intitulée « engagement associatif, syndical et citoyen » qui leur permet de gagner des points pour valider leur année. Pourquoi alors ne pas ouvrir ce dispositif aux pompiers volontaires ? « Les universités de Grenoble représentent environ 45 000 étudiants, un vrai vivier pour nous », dit Ronan Delmas.

En octobre, le Service départemental d'incendie et de secours de l'Isère signait ainsi une convention avec l'université Joseph-Fourier. Sur les vingt-cinq places ouvertes en caserne, trois étudiants ont pour l'heure répondu à l'appel. Parmi eux, Marine Linard, étudiante en deuxième année de licence de sciences de la vie et de la Terre. Chaque semaine, la jeune fille (qui était déjà sapeur-pompier volontaire) prend au moins une garde de 12 heures à la caserne d'Échirolles. « Plutôt le week-end, pour ne pas trop perturber mes études, précise-t-elle. Je ne veux pas dormir en cours ! » Elle ne s'est pas engagée pour grappiller des points, « même si cela peut permettre de rattraper une mauvaise note », admet-elle. L'initiative a également attiré l'attention au plus haut niveau. Au ministère de l'intérieur, la Direction générale de la sécurité civile s'est procuré la convention, et réfléchirait à sa généralisation sur le territoire.

TOSSERI Bénévent

[Retour au sommaire](#)

Médecine : le grand bug du premier test des ECNi

Lundi 7 décembre 2015, près de 8.300 étudiants en médecine étaient prêts à tester les premières ECNi (épreuves classantes nationales informatisées) blanches au niveau national, avant le vrai plongeon dans l'examen tout numérique en juin 2016. Une "première mondiale"... Mais un bug technique a annulé les épreuves du jour.

Grincements de dents chez les étudiants de sixième année de médecine. Ce lundi 7 décembre 2015, les ECNi (épreuves classantes nationales informatisées) blanches ont débuté à l'échelle nationale.

Dans 34 facultés, 8.279 étudiants devaient se connecter simultanément sur des tablettes numériques labellisées fournies par leur université (toutes strictement identiques) pour traiter des dossiers cliniques progressifs, "comme dans la vraie vie de médecin". **Deux jours et demi d'épreuves sont prévues.** Mais un bug sur un serveur a bouleversé la première après-midi.

des perturbations dès le début des épreuves

Pourtant, à 13 h 55, à l'UVSQ (université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines), tout semblait bien commencer. Dans l'amphi 1, 70 externes discutent, en apparence peu stressés, en attendant le feu vert de l'administration. **À 14 heures, légère désorganisation : deux centres d'examen ne sont pas connectés à l'heure.** Mais cela semble "imminent".

Six minutes plus tard, apparaît une radio pulmonaire sur les tablettes. "Je n'ai rien !" clame alors un étudiant à droite. Des mains se lèvent à gauche. Un informaticien de l'université passe entre les rangs. Un membre du CNG (Centre national de gestion), une instance rattachée au ministère de la Santé chargé d'organiser l'ECN, est également présent. "Actualisez !" lance la personne de la scolarité.

Moins d'une minute plus tard, tout l'amphi est connecté et commence à travailler. **En théorie, les étudiants ne doivent pas sortir de la salle avant 17 heures.**

Une "première mondiale"

Dans son bureau, Djillali Annane, le doyen de la faculté de médecine de l'UVSQ, a lui-même une tablette à portée de main. **"Toutes les facultés sont en ligne.** Nous avons un système de chat pour dialoguer en direct. Cela nous permet de réagir sur les consignes du CNG."

Quelques minutes après le début de l'épreuve, **l'organisateur vient de décréter l'interruption de l'épreuve jusqu'à 15 h 45.**

"On fait quoi ?" demande l'université de Bobigny par messagerie. "Une pause est demandée pour remettre à zéro les serveurs, annonce Djillali Annane. **Il vaut mieux que le système plante aujourd'hui plutôt qu'en juin, lors des épreuves réelles.** Cela permet au CNG de savoir ce qu'il faut corriger", relativise-t-il.

Et de rappeler qu'il s'agit d'une **"première mondiale"**. "Tous les étudiants d'une même filière, à l'échelle d'un pays passent ensemble des épreuves par voie numérique", s'enthousiasme-t-il.

Tous les étudiants d'une même filière, à l'échelle d'un pays passent ensemble des épreuves par voie numérique.

(D. Annane)

les serveurs saturent

Mais aux portes de l'amphi 1, **les étudiants rient jaune.** "Les serveurs ont planté, ce qui a entraîné des problèmes de connexion simultanée. Nous n'arrivions pas à valider nos réponses", explique Klervie, 22 ans.

"On prend cela avec le sourire, mais on est au bout du rouleau. La D4 [quatrième année d'externat, sixième année de médecine] est une année d'études difficile au terme de laquelle on est censé connaître toute la médecine. À ce stress, s'ajoutent des problèmes techniques liés à **une réforme que l'on expérimente** et le manque d'annales sur lesquelles travailler. On ne peut se baser sur rien", déplore Yann, 24 ans.

Quelques minutes plus tard, les étudiants sont rappelés à l'ordre et doivent réintégrer leur place, qu'ils n'auraient pas dû quitter. Le doyen Annane passe dans les rangs. À 15 h 45, l'examen reprend mais, de nouveau, **les serveurs saturent "au-delà de 5.000 étudiants connectés et en cours de composition"**, indique le CNG.

Finalement, à 16 heures, l'organisateur décide d'annuler les ECN du jour. **Avant un second test national, programmé pour mars 2016, une autre série d'épreuves est prévue mardi 8 décembre 2015** avec "une augmentation de la puissance et l'optimisation de serveurs". Demain est un autre jour...

Virginie Bertereau | Publié le 07.12.2015 à 18H25